SPAN-CGT
Syndicat des personnels de l'Assemblée nationale - CGT
union fédérale des syndicats de l'État
la cgt

Paris, le 28 octobre 2026

Manifestation interprofessionnelle et grève le 5 novembre : franchir un nouveau cap !

Devant la généralisation et l'amplification du mouvement initié par les lycéens, le Premier ministre a reçu les organisations syndicales le mercredi 21 octobre dernier : aucune réponse n'a été apportée aux revendications.

Les grandes confédérations syndicales appellent en conséquence à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le jeudi 5 novembre : il faut franchir un nouveau cap si on veut obtenir des mesures concrètes pour les services publics, les salaires et l'emploi.

Le SPAN-CGT se joint à cet appel : le personnel de l'Assemblée nationale doit, lui aussi, participer massivement à la **journée d'action et se mettre en grève**. Unissons nos forces à celles des autres agents publics pour gagner ensemble !

- **la casse des services publics nous concerne toutes et tous : il faut y mettre un terme.** Le service public rendu aux députés n'est pas le seul à être méthodiquement affaibli : l'état catastrophique de l'école publique, des universités, des hôpitaux… nous concerne toutes et tous. C'est vital pour chacune et chacun d'entre nous de les défendre avec force.

- **face à l'augmentation du coût de la vie, il faut augmenter les salaires** : le **dégel du point d'indice** est une revendication prioritaire que nous partageons avec l'ensemble des agents publics. Il bénéficiera, à l'Assemblée nationale, à tout le personnel, fonctionnaire comme contractuel. Unir nos forces avec celles des autres agents publics nous permettra de le gagner. La mobilisation finit toujours par payer !

Des préavis du SPAN-CGT et de la CGT-État vous protègent si vous souhaitez participer à cette journée d'action déterminante. Le SPAN-CGT organisera un point de rassemblement et créera les conditions, dans le cortège parisien, pour vous permettre de vous mobiliser massivement en toute sécurité.

Participer à cette journée d'action enverra aussi un message aux Questeures après le rassemblement massif du 14 octobre dernier au Jardin des Quatre colonnes. Elles ont en effet invité les organisations syndicales à **découvrir, ce mercredi 28 octobre, les conclusions de l'étude hostile qu'elles ont commandée dans le plus grand secret au cabinet Deloitte sur la caisse de retraite des fonctionnaires**, au moment où elles disaient que leur réforme n'était pas une question d'argent.

Au cours de cette réunion, le SPAN-CGT portera de nouveau vos revendications devant les Questeures. Il organisera une **nouvelle assemblée générale pour vous en rendre compte et pour que vous puissiez décider ensemble des actions à mener** si elles campent sur leurs positions.

Manifestation parisienne

jeudi **5 novembre**

13 heures

Contacter le SPAN-CGT

Contact
Syndicat des personnels de l'Assemblée nationale - CGT
126, rue de l'Université BP24
75 335 Paris 07 SP
Courrier électronique : cgt@assemblee-nationale.fr
Téléphone : 01.40.63.81.09
Site Internet : http://spancgt.fr/

LE 5 NOVEMBRE, GRANDES GRÈVES INTERSYNDICALES DANS TOUT LE PAYS !

Leur facture, c'est pour nous !

Le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits. : se soigner correctement, **vivre dignement de son salaire ou de sa pension**, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire… ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais des milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale.

Où va l'argent ? Il faut répartir les richesses !

De l'argent, il y en a ! D'un côté, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. De l'autre, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40. La question est de savoir à quoi il sert car **seul notre travail crée les richesses**, elles doivent profiter à toutes et tous pour vivre.

>>> Pour simuler votre budget de progrès social, rdv sur cgt.fr/budget **<<<**

Augmenter les salaires, c'est nécessaire et possible

L'urgence c'est :
- d'augmenter le Smic, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- de gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : **le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits** tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Les cotisations c'est notre salaire pour financer notre Sécurité sociale !
- de gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nos services publics ont besoin de moyens

Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance… Pour des **services publics accessibles et de qualité**, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

Défendre l'emploi et l'industrie

Fermetures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations… alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à **maintenir et créer des emplois de qualité**, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !



>>> TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES ! <<<
Téléchargez pancartes et visuels sur cgt.fr/toutaugmente

Carburant, logement alimentation, loisirs… tout augmente, sauf nos salaires !

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches.

Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Public, privé, jeunes et retraités, construisons le "*tous ensemble*" pour gagner !

En grève et dans les manifestations !

À l'appel de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de la FSU portons nos revendications et nos forces, dans le public comme dans le privé, pour peser sur les choix qui nous concernent. Le gouvernement est affaibli, mobilisons-nous collectivement pour gagner des avancées pour toutes et tous !

C'est le moment de s'organiser avec la CGT !

Pour se protéger, s'informer et agir ensemble dans le syndicat et sur son lieu de travail, rdv sur cgt.fr/rejoindre



RDV : contacter le SPAN-CGT : cgt@assemblee-nationale.fr
Pierrick (06 65 29 94 34) ; Benjamin (06 28 42 64 09)

Appel à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :
- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes - Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.

Premières organisations signataires : CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU Le 05/10/26

union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

Gagner sur les salaires, les services publics et le budget, c'est possible !

Les mobilisations des agent.es publiques, salarié.es, des privé.es d'emploi, des retraité.es se multiplient. Il en est de même s'agissant des lycéen.nes et des étudiant.es.

Ensemble, nous revendiquons des mesures contre la vie chère, le blocage des prix, l'augmentation des traitements, des salaires, des pensions et des retraites. Nous voulons faire sauter le verrou de l'austérité budgétaire imposé par Bercy, construire des lois de finances et de financement de la sécurité sociale permettant de financer une sécurité sociale et des services publics répondant aux besoins de la population avec d'autres choix politiques.

Aux côtés de la population et de la jeunesse, nous exigeons des budgets à la hauteur des besoins pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, la formation, la rénovation des bâtis, la fin de parcours sup, la revalorisation des bourses et des APL.

Dans un tel contexte, la stratégie du maintien de l'ordre mise en œuvre est inacceptable et honteuse. Force est de constater qu'elle s'inscrit dans une stratégie attentatoire aux libertés fondamentales, celles de se réunir, de revendiquer, de s'exprimer et de manifester. Il s'agit aussi de faire peur et de créer un climat anxiogène. Il s'agit enfin de ne pas répondre aux revendications portées.

Nous ne nous tairons pas ! Nous continuerons, par la grève, dans les manifestations, dans l'unité la plus large avec toutes les organisations qui le souhaiteront, en convergence avec les lycéen.nes et les étudiant.es, à exiger que des réponses soient apportées à nos légitimes revendications.

L'Union fédérale des syndicats de l'Etat CGT se félicite de l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle à la grève et à manifester **le jeudi 5 novembre prochain** pour les salaires, l'emploi, les services publics, l'industrie.

Elle appelle les agent.es publics à se réunir en Assemblées générales, à débattre de leurs revendications, décider de la grève et s'inscrire massivement dans cette journée de mobilisation.

L'Ufse CGT réitère que les revendications des lycén.es et des étudiant.es et contre la vie chère sont aussi les nôtres.

Elle appelle les agent.es publics à manifester **ce samedi 24 octobre** avec elles et eux et au-delà, avec toutes celles et ceux qui expriment une colère sociale légitime contre l'austérité, la vie chère et la remise en cause de nos libertés.

Montreuil, le 22 octobre 2026.